

COVID 19 L'ÉTRANGE GUERRE CONTRE LES TRAITEMENTS

Alors que le gouvernement tente de relancer les injections vaccinales contre le Covid 19, la question des traitements continue d'être ignorée par les autorités trois ans après le début de l'épidémie. Entretien avec le journaliste Jean-Loup Izambert, qui poursuit son enquête sur « le scandale Ivermectine ».

PAR LOUIS ANDERS

Comment en êtes-vous venus à vous intéresser à l'Ivermectine, médicament antiparasitaire aujourd'hui utilisé par de nombreux pays dans le traitement du Sars-Cov-2 ?

Quand le Covid est arrivé, nous avons remarqué, avec mon collègue Claude Janvier, un certain nombre d'informations contradictoires entre les différents centres du pouvoir – Organisation mondiale de la santé (OMS), Commission de Bruxelles, autorités françaises. Nous préparions un livre sur un tout autre sujet mais l'actualité tournait à 95 % autour du virus, il était nécessaire de se pencher dessus. Parmi les nombreuses questions qui revenaient figurait celle des traitements. Je me suis intéressé en particulier à l'Ivermectine car il était, parmi les remèdes mis en avant, très facile d'utilisation et l'un des moins chers. C'est un médicament à large spectre utilisé chez l'homme depuis 1988 avec très peu d'effets indésirables.

Vous avez alors découvert que ce médicament bénéficiait de nombreuses études favorables dans le monde médical, mais qu'il avait été bloqué par les autorités sanitaires occidentales.

Quand on se plonge dans le dossier, on se rend compte que des études sur l'effet positif de l'Ivermectine dans le traitement du Covid-19 avaient été publiées dès le premier semestre 2020 par des réseaux hospitaliers et universitaires. Elles montraient que ce médicament pouvait être utilisé efficacement à tous les stades de la maladie et qu'il ne provoquait quasiment aucun effet secondaire. La base de données C19IVM créée aux États-Unis par des scientifiques et des doctorants recense aujourd'hui 93 études établies dans les règles



de l'art qui concernent 134 000 patients de 27 pays : elles montrent toutes une chute de la mortalité chez les personnes prenant de l'Ivermectine, et une sortie rapide de la maladie.

Quarante pays l'utilisent avec succès depuis 2020, y compris quelques États fédéraux américains. Le Japon l'a recommandé officiellement en août 2021 et a levé l'état d'urgence deux mois plus tard. Le cas de l'Inde est particulièrement révélateur : les provinces qui en faisaient usage massivement jusqu'à le distribuer gratuitement dans les gares ont quasiment éradiqué l'épidémie, tandis que celles qui l'interdisaient connaissaient une évolution inverse. On pourrait citer par ailleurs les sorties publiques d'éminents savants, comme le professeur Alessandro Santin, directeur du réputé Centre de recherche de l'Université de Yale aux États-Unis, qui décrivait dès mars 2021 le pouvoir de l'Ivermectine sur tous les variants du virus.

Vous poursuivez aujourd'hui votre enquête. Selon vous, l'Ivermectine a été victime d'un rapport frauduleux de l'OMS paru au premier trimestre 2021.

Ce médicament a été victime d'une énorme campagne de désinformation. Le géant pharmaceutique Merck & Co, qui avait lancé l'Ivermectine dans les années 80, a discrédité sa propre molécule dans un communiqué publié en février 2021. En France, l'Autorité nationale de sécurité du médicament (ANSM) a produit un rapport dans lequel elle a ignoré purement et simplement la demi-douzaine de méta-études qui lui avaient été envoyées par des professionnels comme l'ensemble des études menées au niveau mondial. Ces communications ont été abondamment relayées par les médias. L'AFP a plusieurs fois diffusé de fausses informations sur ce médicament. De plus, la plateforme Twitter censurait à l'époque les messages d'autorités officielles qui affichaient leur soutien aux traitements. Mais c'est surtout un communiqué de l'OMS qui a jeté le trouble. Dans un avis rendu le 31 mars 2021, l'Organisation recommandait de ne pas utiliser l'Ivermectine chez les patients atteints du Covid, sauf dans le cadre d'un essai clinique. Cet avis se basait sur un rapport dont les conclusions ont tout simplement été falsifiées.

Quel a été le déroulé de l'affaire ?

En octobre 2020, l'OMS commande un rapport à un certain Andrew Hill, chercheur invité en pharmacologie à l'université de Liverpool, par ailleurs conseiller de la fondation Bill & Melinda Gates et de la fondation Clinton. Celui-ci épluche les méta-études à sa disposition, et conclut à l'effet positif de l'Ivermectine pour le traitement du Covid. En décembre, il affirme publiquement que les recherches sont concluantes. Le 18 janvier 2021, il édite son travail sur la plateforme de pré-publication Research Square : le document met en avant les bénéfices de l'Ivermectine en traitement préventif comme en traitement curatif. Puis l'auteur se fait silencieux jusqu'à ce que l'OMS communique sur ce rapport. Or, les conclusions ont changé entre-temps. Pire, elles prennent l'exact contre-pied de ce qu'il affir-

mais jusqu'ici ! L'Ivermectine n'est plus recommandé comme traitement contre le Covid 19 ; ce sera la position officielle de l'OMS à partir du mois de mars.

Comment expliquer un tel revirement ?

En creusant, j'ai découvert que l'auteur du rapport avait subi des pressions. Le financeur de l'étude était une association transnationale, UNITAID, liée à l'OMS et financée notamment par la fondation Bill & Melinda Gates. Les informations que j'ai pu recueillir montrent que c'est elle qui a fait pression pour changer les conclusions dudit rapport.

À part le controversé Paxlovid du conglomérat Pfizer, les autres traitements ont tous subi les foudres des autorités. L'hydroxychloroquine préconisée par le professeur Raoult a été retiré de la vente libre en pharmacie dès le début de l'épidémie et jamais réhabilité malgré les 7000 patients traités par son Institut hospitalier universitaire. L'antibiotique azithromycine a été ignoré, et la vitamine D recommandée par le CHU d'Angers a failli faire l'objet d'une interdiction de vente en France. Comment expliquez-vous ces décisions contre les médicaments ?

Selon moi, l'enjeu du blocage des traitements, ce sont les vaccins expérimentaux à ARN messager des compagnies anglo-saxonnes, principalement de Pfizer. Une campagne vaccinale repose sur trois piliers : un virus virulent et contagieux, une absence de médicaments qui puissent le traiter, et un vaccin efficace. Or nous nous rendons compte que deux de ces trois conditions n'ont jamais existé. Ce qui s'est passé pour l'Ivermectine est très grave. Nous avons un médicament qui aurait pu permettre d'éradiquer l'épidémie et qui a été mis à l'écart. Il a été politiquement et administrativement bloqué au moment où d'autres produits, beaucoup moins sûrs, à l'efficacité incertaine et beaucoup plus chers, obtenaient très rapidement des autorisations de mise sur le marché. ■



Jean-Loup Izambert,
Le scandale Ivermectine.
IS Editions, 2021, 174 p., 17,95 €.



Jean-Loup Izambert, Claude Janvier,
Covid-19 Le bilan en 40 questions.
IS Editions, 2022, 300 p., 20 €.